

3 octobre / 2017

INSTALLATION DES GENS DU VOYAGE PRÈS DE L'USINE PSA : « une tentative d'intrusion inadmissible »



Le bras de fer a duré toute la soirée et une partie de la nuit. Lundi 2 octobre, vers 20h30, plusieurs centaines de caravanes appartenant aux gens du voyage ont commencé à s'installer sur l'ancien parking du personnel de l'usine PSA de Poissy, situé à proximité du rond-point du Technoparc. Provenant de Cergy-Pontoise, ces véhicules s'apprêtaient à investir illégalement les lieux, propriété de l'établissement public foncier d'Île-de-France. Immédiatement interpellés par le Maire de Poissy Karl Olive, le préfet et le sous-préfet ont mobilisé les forces de l'ordre qui sont rapidement intervenues pour interdire l'accès au site.

Sous l'autorité du sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye Stéphane Grauvogel, un important dispositif de sécurité a été déployé pour empêcher les caravanes de s'installer sur ce parking, situé à proximité des ateliers et accès à l'usine PSA, et considéré comme site sensible. La ville de Poissy, qui a mobilisé en soutien sa police municipale, était représentée sur place par les élus Sandrine Dos Santos, première adjointe déléguée à l'urbanisme et à la stratégie foncière, Fabrice Moulinet, adjoint délégué aux finances et aux affaires juridiques et Raymond Letellier, conseiller délégué aux anciens combattants, pompiers, police et commémorations.

Après plusieurs heures de négociation et face au déploiement de force des autorités (des effectifs de tout le département composaient le dispositif), les caravanes ont finalement quitté les lieux vers minuit.

« Je tiens à saluer les autorités pour leur réactivité, la préfecture, le sous-préfet Stéphane Grauvogel et les forces de la Police nationale, soutenues par nos agents municipaux, qui ont pris la pleine mesure de la situation, sont intervenus avec la plus grande des rapidités et sont restés inflexibles pour éviter cette installation à proximité d'une installation protégée », a réagi le maire de Poissy Karl Olive. « C'est une tentative d'intrusion inadmissible comme nous en subissons malheureusement beaucoup trop. Et j'appelle l'Etat à prendre toutes ses responsabilités sur l'ensemble des situations, et pas seulement celles relevant des sites sensibles ». Et l'élu de rappeler l'installation récente de Roms sur des terrains situés entre l'A13 et l'A14, à proximité du quartier de Béthemont, dont la demande d'expulsion a été validée par le tribunal administratif de Versailles le 26 septembre dernier.